

À Melun, le 28 avril 2025

DECLARATION

CSAL DU 28/04/2025

Madame La Présidente,

En ce lundi 28 avril 2025, vous convoquez les représentants des personnels à débattre d'un sujet unique : la baisse des effectifs et les ajustements en forme de bricolages que vous avez concoctés afin de tenter de faire tenir un édifice tellement mis à mal qu'il ne se maintient plus que par l'esprit de sacrifice de nombre d'agentes et agents au sein de notre direction départementale.

Au final, 6 emplois seront supprimés pour le 77 !

Madame La Directrice, ces suppressions d'emplois sont inacceptables. Les personnels sont épuisés, démotivés mais continuent par leur implication professionnelle et leur sens du service public de tenir la maison et n'ont droit qu'à quelques mots de félicitations en guise de reconnaissance. Elles vont fragiliser, une fois de plus, une fois encore, une fois de trop, l'exercice de nos missions et accentuer la dégradation des conditions de travail des personnels.

Cette année encore, les SIE et SPFE font les frais de la relocalisation !

4 emplois seront supprimés dans les SPFE (3 B et 1C) et 9 pour les SIE du 77 (1A 7B et 1C).

2 postes de B seront redéployés pour les SIE « afin de réduire l'impact des prélèvements dus aux relocalisations » !! Quelle ironie ! Renoncez à la relocalisation de nos emplois, Mme la Directrice, tout simplement !

Cet exercice déshumanisant fait de nos collègues des variables d'ajustement dans la politique mortifère de nos irresponsables politiques toujours prompts à faire payer l'immense majorité de nos concitoyennes et concitoyens pour sauvegarder le privilège de quelques-uns, se refusant de remettre en cause la politique dogmatique de baisse de l'imposition des plus riches, dont on a l'illustration qu'elle ne profite qu'à ces derniers au détriment de toutes et tous.

Le budget 2025 présenté par l'actuel gouvernement, au premier rang duquel trône un François Bayrou qui brille par son absence, au sens propre comme au figuré, est pire que le précédent. Si les fonctionnaires ont échappé aux trois jours de carence en cas d'arrêt de travail, la recherche d'économies en lieu et place de ressources nouvelles implique de nouveaux sacrifices aux Françaises et aux Français et aux agentes et agents de la Fonction Publique que nous sommes. Conditions de travail qui se dégradent, suppression de la GIPA, baisse de la rémunération à 90 % du traitement en cas d'arrêt maladie, multiplication des cas de RPS, avenir des missions dans le flou couplé à la volonté de trouver un gisement d'économies supplémentaires de 40 milliards pour le budget 2026, etc.

La direction du budget, service de Bercy, dans sa circulaire en date du 3 avril dernier nous promet une nouvelle purge. Ainsi, pour la période 2026-2028, il est notamment question :

- d'afficher des budgets ministériels en baisse en regard de la loi de finances pour 2025 ;
- prioriser les missions et interventions de l'État en évitant de « doubler » les financeurs ;
- éteindre toute dépense relatives aux crises précédentes (on peut entendre Covid et inflation) ;
- inscrire clairement les choix budgétaires dans la perspective de croissance de l'économie.

Pour cela, la circulaire indique que « le respect de la trajectoire des dépenses de l'État devra être garanti par la présentation d'économies structurelles. Les propositions d'économies s'appuieront en particulier sur les recommandations des premières vagues des revues de dépenses engagées par le Premier ministre. » Il est ainsi demandé à l'ensemble des ministres de porter « une attention particulière à ce que la programmation des emplois, tant en termes de plafond que de schémas d'emplois, soit justifiée et documentée au regard de l'évolution tendancielle des besoins. À ce titre, il [leur] est demandé d'identifier et de présenter un niveau ambitieux de diminution des effectifs ».

Vous comprendrez que pour Solidaires Finances Publiques 77 et la CGT Finances Publiques 77, il est hors de question de s'asseoir à la table pour évoquer cet état de fait qui s'impose à tout un chacun.

Désormais, qui plus est, ce point est inscrit à l'ordre du jour pour simple information, comme si la question de l'emploi était devenue un sujet accessoire ou secondaire alors qu'elle est au cœur de toutes nos problématiques. Jusqu'à quand continuera-t-on d'adapter l'exercice de nos missions aux moyens qu'on nous refuse au nom de l'exemplarité, de la responsabilité, du contexte sanitaire, de la compétitivité, de la stabilité et pour l'heure, au nom de l'effort de guerre ?

Vous comprendrez que dans le contexte politique instable, au regard du déni démocratique qui nous impose un budget austéritaire délétère pour l'intérêt des agentes et agents et de toute la population, il ne nous est pas possible de siéger pour débattre d'éléments concourant à la poursuite de l'affaiblissement de nos missions et d'apporter, par notre présence, une quelconque caution à la tenue d'un dialogue social respectueux.

Nous réaffirmons nos revendications :

- Abandon des 6 suppressions d'emplois,
- Arrêt total des suppressions d'emplois dans le département,
- Création d'emplois de titulaires,
- Un service public de pleine compétence et de proximité